



COMMUNIQUE DE PRESSE

Yémen : La France doit convaincre ses alliés saoudien et émirati de minimiser l'impact de l'attaque du port de Hodeidah sur des centaines de milliers de civils

Appel de 15 ONG à la veille d'une conférence humanitaire sur le Yémen à Paris

Paris, 26 juin 2018 – 15 organisations humanitaires et de défense des droits humains ont demandé aujourd'hui à Emmanuel Macron et au gouvernement français d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour convaincre leurs alliés, notamment l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, de minimiser l'impact sur les civils de l'attaque en cours sur la ville de Hodeidah, qui abrite le plus grand port du Yémen. La conférence internationale humanitaire sur le Yémen organisée à Paris le 27 juin ne sera utile que si elle contribue à prévenir cette nouvelle catastrophe humanitaire et à améliorer la protection des civils sur tout le territoire yéménite, estiment les ONG.

La coalition militaire menée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis a lancé une offensive le 13 juin contre les Houthis autour du port de Hodeidah, sur la côte ouest du Yémen, par lequel transitent plus de 70% des importations. Hodeidah est d'une importance vitale pour plus de 22 millions de Yéménites qui dépendent de l'aide extérieure et des importations commerciales pour survivre. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen Martin Griffiths prévenait déjà, il y a deux mois, qu'une attaque sur Hodeidah pourrait « d'un seul coup, anéantir tout espoir de paix ».

Avant même l'attaque de Hodeidah, le Yémen subissait déjà une crise humanitaire sans précédent, en lien direct avec trois ans de conflit et les entraves à l'accès humanitaire imposées par les belligérants, notamment le blocus maritime et aérien imposé par la coalition sur les régions du Yémen sous contrôle Houthi. La coordinatrice humanitaire de l'ONU pour le Yémen, Lise Grande, a alerté vendredi sur la menace d'une nouvelle épidémie de choléra en raison d'un possible effondrement du système de distribution d'eau à Hodeidah – quelques mois à peine après un épisode fulgurant au cours duquel plus d'un million de cas suspects de choléra avaient été recensés.

L'offensive sur Hodeidah a déjà provoqué le déplacement de plusieurs milliers de personnes et les risques qu'elle fait peser sur les civils sont d'autant plus graves compte tenu du bilan désastreux de toutes les parties au conflit. En trois ans de guerre, les forces de la coalition ont violé le droit international humanitaire à de multiples reprises, notamment en utilisant des armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées, en bombardant des écoles et des hôpitaux et en bloquant l'aide et l'accès. Les forces Houties qu'elles combattent ont également eu recours aux mines antipersonnel, ont entravé l'accès humanitaire et ont lancé des attaques indiscriminées dans des zones densément peuplées.

La volonté de la France de s'investir davantage pour résoudre la crise au Yémen est la bienvenue. Cependant, plusieurs ONG ont récemment exprimé, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, leurs préoccupations sur la tenue à Paris d'une conférence humanitaire sur le Yémen le 27 juin co-présidée par l'Arabie saoudite, une partie au conflit, alors qu'une offensive majeure est en cours. L'initiative

française, dont l'ambition a été revue à la baisse (il s'agit désormais d'une réunion d'experts) sera jugée sur sa capacité à obtenir des engagements clairs de l'Arabie saoudite et de ses alliés pour minimiser les risques pour les populations civiles lors de l'attaque de Hodeidah et dans l'ensemble du pays, estiment les ONG.

Les 16 organisations signataires de cet appel demandent à la France de :

- Alerter publiquement sur les risques pour les civils lors de l'attaque de Hodeidah et appeler toutes les parties à prendre des mesures immédiates pour fournir un passage sûr et une assistance adéquate aux civils qui fuient les combats, et permettre un accès sans entrave pour l'aide humanitaire et les importations commerciales à l'ensemble de la population, comme requis par le droit international humanitaire.
- Condamner les attaques indiscriminées et disproportionnées contre les civils par toutes les parties
- Suspendre les transferts d'armes françaises à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis dès lors qu'il existe un risque que ces armes soient utilisées au Yémen pour commettre ou faciliter de sérieuses violations du droit international humanitaire ou de droit international des droits de l'Homme et permettre un contrôle parlementaire renforcé des ventes d'armes françaises.

L'appel est signé par les organisations suivantes : ACAT, Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés, Amnesty International, Action Contre la Faim, CARE France, Handicap International, Human Rights Watch, Observatoire des Armements, Norwegian refugee Council, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale, Saferworld, Salam for Yemen, Save the Children, SumOfUs.

Dr. Jean-François Corty, Directeur des Opérations internationales, Médecins du Monde

« Le blocus de la coalition, qui s'apparente à une punition collective, et l'attaque d'Hodeidah accentuent la dégradation des conditions de vie et d'accès aux soins des civils. La France doit activement mener une diplomatie de résolution du conflit pour limiter l'aggravation de la crise humanitaire. »

Fanny Petitbon, Responsable Plaidoyer, CARE France

« Le port d'Hodeidah est le poumon du Yémen. C'est le point d'entrée pour 70% de la nourriture, des médicaments, de l'essence et de l'aide humanitaire. Si le port cesse de fonctionner, les gens ne pourront pas subvenir à leurs besoins très longtemps : les stocks ne tiendront pas plus de deux mois et c'est l'ensemble du pays qui risque l'asphyxie. La France doit utiliser tous les leviers à sa disposition pour stopper immédiatement l'offensive sur la ville et soutenir les efforts onusiens visant à prendre le contrôle du port et accélérer le processus de paix. C'est le seul moyen d'éviter une catastrophe humanitaire. »

Jan Egeland, Secrétaire Général du Norwegian Refugee Council (NRC)

« Une aide plus importante et de meilleure qualité est nécessaire de toute urgence pour des millions de personnes confrontées à la famine, à la maladie et aux privations. Mais seuls un cessez-le-feu et des pourparlers de paix peuvent mettre fin à cette hémorragie de vies humaines causée par l'homme. La conférence de Paris doit donc se concentrer sur la fin de cette guerre insensée. La France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont gagné beaucoup d'argent en vendant des armes aux belligérants et nous demandons qu'ils usent de leur influence pour pousser l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis à la table des négociations, tout comme nous demandons à l'Iran d'utiliser son influence sur Ansar Allah avant que le conflit s'aggrave au-delà de toute crainte. »

Anne Héry, Directrice du Plaidoyer, Handicap International (HI)

« Les bombardements contre les civils au Yémen sont des crimes, ce n'est pas la guerre. L'engagement de la France n'a de sens que si elle n'accepte aucun compromis sur la protection des civils et l'accès humanitaire sur tout le territoire yéménite. »

Stéphanie Lord, Coordinatrice terrain Hodeidah, Action Contre la Faim (ACF)

« A Hodeïda, nos équipes soutiennent plus de 4000 enfants souffrant de malnutrition aiguë par mois en moyenne et réalisent plus de 7 600 consultations médicales par mois. Cependant, l'intervention militaire actuelle à Hodeïda laisse des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants bloqués sans aucun soutien ou accès à l'aide humanitaire. Nous sommes extrêmement inquiets de ne pas pouvoir atteindre les personnes dans le besoin au fur et à mesure que les parties belligérantes avancent, laissant les civils pris au milieu. »

Robert Parker, Directeur de recherche, Saferworld

« Répondre aux souffrances humaines au Yémen nécessite plus que des efforts humanitaires ; il faut construire la paix. Il n'y a pas de solution militaire à la guerre au Yémen. Les acteurs internationaux comme la France, le Royaume-Uni et les États-Unis doivent cesser d'apporter un soutien matériel et diplomatique aux belligérants et se concentrer sur un processus de paix inclusif dans lequel les voix des femmes, des hommes et des jeunes yéménites sont entendues. »

Racha Mouawieh, chercheuse Yémen d'Amnesty International et auteure du rapport ["Stranglehold: Coalition and Huthi obstacles compound Yemen's humanitarian crisis"](#)

« Depuis trois ans, les restrictions imposées par la coalition menée par l'Arabie saoudite empêchent les Yéménites d'obtenir des produits vitaux dont ils ont désespérément besoin. L'offensive militaire meurtrière menée par la coalition contre Hodeidah aggravera une situation déjà catastrophique et mettra en danger des millions de civils. La France doit cesser de détourner le regard tandis que le Yémen suffoque peu à peu. »

Bénédicte Jeannerod, directrice France, Human Rights Watch

« La bataille d'Hodeidah soulève d'énormes inquiétudes quant à son impact potentiellement dévastateur sur les civils à travers le Yémen, qui souffrent déjà depuis plus de trois ans de violations massives de toutes les parties, notamment par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. La France et l'Arabie Saoudite ont organisé en grande pompe une conférence humanitaire sur le Yémen. Son utilité sera jugée par ses résultats concrets pour les civils : la fin des attaques illégales contre les civils, l'accès illimité à l'aide humanitaire et la possibilité pour les civils de fuir les combats pour leur sécurité. La France devrait agir conformément à son soutien affiché aux droits humains au Yémen, en mettant fin à toutes les ventes d'armes aux Saoudiens, qui ont violé à de multiples reprises le droit de la guerre et n'ont pris aucune mesure contre les responsables de ces violations. »

Hélène Legeay, responsable des programmes Maghreb / Moyen-Orient à l'ACAT

« La France affiche officiellement son inquiétude face à la crise humanitaire qui touché les civils yéménites, mais se révèle beaucoup plus taiseuse pour ce qui a trait aux ventes d'armes françaises qui pourraient être utilisées contre ces mêmes civils. En contravention avec le Traité sur le commerce des armes et la loi de programmation militaire, elle n'a toujours pas publié ses rapports annuels sur ses exportations de matériels de guerre. Ce silence est plus que douteux. »

Olivier Routeau, Directeur des Opérations, Première Urgence Internationale

« Le risque encouru par les populations civiles d'Hodeidah est désormais immense. L'accès de ces populations aux services de base sera interrompu si l'assaut se poursuit ou en cas de tentative d'encercllement de la ville. Les réseaux de distribution d'eau potable sont déjà endommagés, dans une région où les températures vont atteindre prochainement des niveaux extrêmes, et le choléra refaire son apparition saisonnière. L'urgence à trouver une solution diplomatique pour Hodeidah et son port n'a jamais été plus haute. »

Tony Fortin, Chargé d'études, Observatoire des Armements

« Bien que l'on soupçonne une implication massive d'armements français au Yémen - notamment de chars Leclerc dans la province d'Hodeidah -, le gouvernement n'a toujours pas publié son rapport annuel au Parlement sur les ventes d'armes. Ce faisant, l'Etat viole son propre droit puisque la date limite de publication des données est fixée au 1er juin par la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013. Cela reflète un retard patent par rapport à d'autres puissances européennes (Royaume-Uni, Allemagne, Suède, Pays-Bas) dans lesquelles le Parlement a accès aux données relatives aux contrats d'armement et dispose d'un pouvoir de contrôle élargi en la matière. »

Abdessalam Kleiche, Vice-président, Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (AIDL)

« L'enlèvement du conflit, avec la poursuite du blocus et les bombardements de la population civile du Yémen qui aggrave la situation humanitaire catastrophique, exige de la part de la France une autre approche plus équilibrée à distance de tous les belligérants. La France doit appuyer les efforts Martin Griffiths, le médiateur de l'ONU pour éviter une confrontation militaire autour du port stratégique de Hodeida, par lequel entre l'essentiel des importations du pays et de l'aide internationale ».

Sadek Alsaar, Président, Salam For Yemen

« Au-delà du conflit qui a causé plus de 10 000 morts et 50 000 blessés, le blocus qui pèse sur le Yémen est plus meurtrier que les combats. L'attaque contre le port de Hodeidah, principal point d'entrée des denrées alimentaires et de l'aide humanitaire risque encore d'aggraver la situation de ce pays dont 90% des besoins alimentaires sont importés. »

Eoin Dubsky, responsable de campagnes chez SumOfUs

« L'urgence de la situation à Hodeidah doit plus que jamais pousser le gouvernement français à respecter le Traité sur le commerce des armes. [Plus de 101 000 personnes ont signé la pétition de SumOfUs](#) demandant au président Macron de mettre un terme aux exportations d'armes françaises vers les pays impliqués dans le conflit au Yémen. Un récent [sondage réalisé par YouGov pour SumOfUs](#) indique 75% des Français sont pour la suspension de ces exportations, tandis que près de 70% sont favorables à un contrôle parlementaire plus accru sur ces questions. »

CONTACT PRESSE

Jérôme POIRIÉ : +33783425719 / jpoirie@premiere-urgence.org